

M Culture Culture : quand Valls prend le pouvoir

Par Michel Guerrin Le 13 mai 2016 à 06h52 Mis à jour le 13 mai 2016 à 09h35

Le premier ministre est devenu l'homme fort de la culture. Sa prise de pouvoir est apparue avec les intermittents du spectacle



Manuel Valls en compagnie de la ministre de la culture, Audrey Azoulay, au château de Chaumont-sur-Loire en avril 2016. | ALAIN JOCARD/AFP

Tiens, Audrey Azoulay est ministre de la culture depuis trois mois, et elle ne fait pas de vague, pas de drame, pas de faute. C'est bon signe. Elle n'a pas multiplié les gaffes, comme Fleur Pellerin, qui l'a précédée Rue de Valois. Elle a une bonne image dans les milieux culturels. Elle a travaillé huit ans dans le cinéma, une bonne année au cabinet de François Hollande. « Avec elle, on ne perd pas de temps à expliquer », dit un cadre du cinéma. Elle est chez elle au Festival de Cannes, qui vient de commencer. Mais ses jours sont comptés. Dans un an, elle ne sera probablement plus là. Que peut-elle faire en deux semestres ? Sans doute peu. Eviter les fièvres, lancer un projet, renouer les liens avec les artistes avant l'élection présidentielle.

Le climat est favorable. Audrey Azoulay ne sera pas humiliée comme le fut Aurélie Filippetti en 2013 et 2014, quand elle dut défendre un budget plus en baisse que celui de la plupart de ses collègues. C'était dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Manuel Valls, fils de peintre, marié à une violoniste, a emprunté une autre route, l'an dernier, en affirmant que le passé a été « une erreur » et « un signe négatif » envoyé aux créateurs. Si le retard est loin d'être rattrapé, le budget culturel 2016 est en hausse.

L'Etat doit montrer la voie

Les mots de Valls sont dans la logique du costume qu'il a endossé il y a deux ans : il est devenu l'homme fort de la culture. Une première pour un premier ministre, qui bouscule un modèle ancien et performant, celui des tandems président-ministre de la culture : de Gaulle-Malraux, Mitterrand-Lang. La prise de pouvoir de Valls est apparue avec les intermittents du spectacle (artistes et techniciens). C'était le 19 juin 2014, dans un discours télévisé visant à arrêter le feu qui menaçait – une fois de plus – les festivals de l'été. Ce jour-là, il a manié l'emphase : « *La France, c'est la culture.* » Il a surtout sauvé le système de l'intermittence. Valls doit avoir peu de sympathisants dans les métiers de la culture. Ces derniers devraient pourtant lui dire merci.

Lire aussi : Intermittents : la CFDT-Culture dit « oui » aux 507 heures en 12 mois

D'abord pour avoir débloqué une cagnotte d'urgence évaluée à 40 millions d'euros, qui a permis de sauver l'été festivalier de 2014. Ensuite, en affirmant que le système, même avec ses « abus », est bon, qu'il participe de notre richesse culturelle et qu'il ne sera pas remis en cause. Surtout, en disant que l'Etat a un rôle à jouer, et qu'il doit montrer la voie. Là encore, ce fut une petite révolution. Car le sort des intermittents échappait jusqu'ici au gouvernement et au ministère de la culture. Il dépendait des négociations sur le régime général de la Sécurité sociale, donc du Medef et de la CFDT, qui ne sont pas vraiment familiers, pour ne pas dire plus, des coutumes de l'emploi culturel. Du reste, le sujet arrivait sur la table en fin de course, avec les annexes, quand tout le monde était lessivé.

Manuel Valls a demandé que les acteurs culturels – entreprises de spectacles et syndicats – s'emparent de l'intermittence et s'entendent sur des solutions pour réduire le déficit du système. Leur accord du 28 avril prévoit une hausse des cotisations des entreprises de spectacles et un plafonnement des grosses indemnités. Résultat ? Une économie dont on connaîtra le montant autour du 20 mai, et qui devrait avoisiner les 80 millions d'euros.

Ces mesures suffiront-elles au Medef ? Car il faut son accord ! Pas gagné, car l'organisme patronal voulait 185 millions d'économies. Le ministère de la culture est plutôt confiant et parie sur un accord avant l'été. Qui serait un succès après tant d'années de crispations.

Trop d'intermittents ?

Mais un accord ne résoudra pas trois questions de fond sur l'intermittence. Des entreprises y ont recours sans y avoir droit. Des métiers sont acceptés de façon abusive. Et, surtout, il y a trop d'intermittents par rapport au travail disponible. Ils étaient 50 000 en 1989, 95 000 en 1998, 254 000 en 2011, 256 000 en 2014. Si l'accord interne à la profession est appliqué, ce nombre va encore augmenter. Et le déficit se creuser un peu plus. Les techniciens comme les artistes auront en effet douze mois, et non plus dix, pour effectuer les 507 heures de travail ouvrant les droits à allocation. Ajoutons que le nombre d'intermittents augmente, alors qu'on constate depuis un an, en raison des budgets coupés partout, notamment dans les villes, une réduction du nombre de spectacles et de festivals.

Aujourd'hui, deux discours extrêmes s'affrontent. Certains trouvent le système honteux, d'autres qu'il est vertueux et ne coûte pas plus au contribuable que le chômage classique. La réponse est au milieu. Bien sûr que c'est un système

avantageux, qui alourdit la dette publique. Bien sûr qu'il faut le corriger. Bien sûr qu'il faut le garder, car il participe d'une culture riche et qu'on nous envie partout.

« Abandon de toute ambition »

La question, plus largement, est de savoir jusqu'où nous sommes prêts à être solidaires de notre système culturel. Et quelle place nous lui donnons. Le sujet est trop passionnel pour en parler avant les élections. Il est abordé dans un livre, *L'Urgence culturelle*, de Jérôme Clément (Grasset, 256 pages, 19 euros). Cet homme de gauche, qui a conseillé l'ancien premier ministre Pierre Mauroy, a aussi fondé et présidé la chaîne Arte, et n'aurait pas détesté qu'on lui propose d'être ministre de la culture. Il dénonce « *l'abandon de toute ambition culturelle* » par Nicolas Sarkozy, puis par François Hollande. Il ajoute que le PS et la gauche « *n'ont rien produit de novateur intellectuellement sur la culture depuis des lustres. Pire ! Ils ont déserté le terrain...* »

Jérôme Clément se demande comment et pourquoi la culture, qui était au cœur de sa famille politique, est devenue « *accessoire* ». Comment une belle ambition, visant à dynamiser une nation et à nourrir le temps de loisir, est devenue « *une variable d'ajustement, technique, économique ou communautaire* ». C'est dur, plutôt bien troussé, et en résonance avec le climat de guerre de tranchées qui se joue à gauche.

Michel Guerrin

Le 13 mai 2016 à 09h35